Texte fonctionnement adopté : sur le fonctionnement de notre mouvement

3) Travailler aux fondements d'une organisation commune

1/ Nom et logo du mouvement

Le nom de notre mouvement est :

Ensemble !/ Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire

Le logo a été adopté après consultation des adhérent.es.

2/ Pourquoi Ensemble !

Une des particularités de notre mouvement est d'être partie intégrante du Front de Gauche, un choix stratégique qui inclut la volonté de voir le Front de Gauche œuvrer à la création d'une nouvelle force politique répondant aux défis du temps. Cette caractéristique a deux conséquences :

Notre mouvement doit préfigurer ce qu'il recommande pour la constitution de la force politique à laquelle devrait œuvrer la totalité du Front de Gauche, dans ses relations aux citoyen.nes et aux mouvements sociaux, son fonctionnement interne, le refus des cumuls des mandats et la démocratisation des modes de scrutins (proportionnelle), la garantie du pluralisme et le respect de la diversité des composantes, etc.

Notre implication dans le Front de Gauche et notre volonté d'y être utile en développant les thématiques et outils qui favoriseront son enracinement et son élargissement politique et social veut dire que notre mouvement agira par le biais du Front de Gauche sur un certain nombre de terrains (par exemple pour les élections, ou pour les campagnes politiques en direction de la société), mais qu'en même temps il pourra assumer des fonctions et des interventions sur des terrains que le Front de Gauche ne prend pas en charge en tant que tel. De même, notre mouvement sera utile par la mise en place d'outils permettant d'impulser et d'alimenter des débats pour la totalité du Front de Gauche. Nous nous sommes constitués pour que les exclus de la vie politique accèdent à passer de ce qu'ils sont individuellement à l'action politique collective.

3/ Mouvement, pluralisme et composantes ou sensibilités

Pour construire une organisation en commun de toutes les composantes impliquées dans le processus, il faut favoriser la convergence de toutes les forces. Notre mouvement sera attirant et utile pour les militant-e-s individuels qui le rejoindront s'il réussit aussi à être une convergence et une combinaison de courants et organisations permettant l'indispensable pluralisme. Les organisations parties prenantes du mouvement en construction poursuivront, si elles le souhaitent, leur existence propre.

Cela doit avoir pour incidence que dans toutes les instances mises sur pieds à tous les niveaux soient représentées les composantes dans leur diversité. C'est aussi une garantie pour que notre mouvement en se constituant n'achève pas son rôle de rassemblement, laissant ouverte la participation ultérieure d'autres courants venus d'autres horizons.

Les courants et organisations d'origine évolueront d'eux-mêmes, dans leur fonctionnalité, certains se dissoudront, d'autres se maintiendront, de nouvelles sensibilités apparaîtront selon l'expérience commune, une autre histoire s'inventera, et le commun prendra de plus en plus de place par rapport au particulier. Mais il est nécessaire, comme garantie du pluralisme des cultures et origines, et garantie contre une uniformisation ultérieure autour d'une force dominante, que le processus de convergence respecte et reconnaisse l'existence de courants d'origine, chacun conservant ses moyens d'expression qu'il possède tant qu'il le juge nécessaire, et puisse exprimer sa culture politique. C'est une richesse pour un mouvement plutôt qu'un inconvénient. L'objectif est de constituer un mouvement rassemblé, riche de ses diverses sensibilités.

L'assemblée de janvier 2015 a fait le point sur les décisions des composantes quant à leur devenir. Qu'à partir des composantes fondatrices se crée un cadre spécifique, un courant d'idée doit être vécu comme la poursuite d'un apport particulier à notre construction et non pas comme des barrières organisant des prés carrés. L'expérience de 2014 montre qu'un certain nombre de débats sont transversaux aux composantes ce qui traduit à la fois une dynamique réelle et une démarche volontaire et constructive.

4/ Consensus, larges majorités et débats politiques

Nous privilégions le fonctionnement au consensus. Un principe qui devrait perdurer, même si nous pourrions être amenés à voter sur des questions politiques qui nécessitent des décisions mais nous le ferons qu'une fois le débat poussé jusqu'au bout et avec la recherche de très large majorités.

Le fonctionnement au consensus nous évitera le recours aux rapports de force dans notre mouvement. Certains pensent qu'il a l'inconvénient de pousser à un fonctionnement aseptisé, et donc dépolitisant. Il nous faudra donc combiner fonctionnement au consensus et ouverture de débats politiques sur le fond, qui resteront ouverts sans obligatoirement pousser à des prises de décision mais qui permettront de développer des arguments et des logiques politiques qui sont indispensables à la vie démocratique dont notre mouvement a besoin. Dans tous les cas, la prise de décision doit respecter un principe d'effet utile ce qui suppose la transmission des informations dans un délai qui permette un examen suffisant.

Le consensus n'est pas l'unanimité. C'est d'abord un processus de construction d'une décision commune. Le consensus suppose l'absence de blocage, le blocage pouvant venir d'une partie du mouvement qui estimerait que la décision serait contradictoire avec ses convictions profondes. Cela n'empêche pas qu'après toutes les tentatives menées, il puisse arriver qu'un sujet sur lequel nous devons prendre obligatoirement une décision ne fasse pas consensus. Si l'on n'arrive pas à se mettre d'accord, le vote peut avoir lieu. Dans ce cas, l'instance concernée peut proposer un vote pour prendre une décision à la majorité qualifiée des deux tiers.

Si des adhérent-e-s ou une partie du mouvement manifeste un désaccord qui ne remet pas en cause ses convictions profondes, elle pourra se mettre en réserve de la décision prise. L'essentiel se règle de manière politique : il ne faut qu'aucun participant à Ensemble ! soit de fait poussé dehors par une décision et inversement trouver les moyens pour qu'aucun désaccord n'interdise une action largement souhaitée.

5/ Créer des collectifs locaux, leurs rapports aux militants, au niveau national

Les collectifs locaux sont la base de notre mouvement et nous cherchons à les ouvrir aux militant-e-s syndicalistes, associatifs, altermondialistes et aux militant-e-s proches du Front de Gauche qui ne

sont pas membres d'une de ses composantes et qui veulent participer à la création de notre mouvement.

Les collectifs locaux se constituent dès qu'un nombre significatif d'adhérent-e-s (autour d'une dizaine) est atteint et après avoir impliqué toutes les composantes présentes localement. La connaissance réelle de l'état du nombre de collectifs (et plus largement de fait du mouvement) est une condition démocratique nécessaire de fonctionnement.

Les adhérent-e-s pourront également se regrouper dans des collectifs de proximité qui ne se définiront pas sur des bases uniquement géographiques, mais sur d'autres critères de regroupement choisis par les militant-e-s. Ces collectifs seront en lien avec les autres collectifs du secteur et participeront comme les autres aux instances de coordination aux différents niveaux géographiques. A leur niveau, les collectifs sont encouragés à participer ou à être à l'initiative d'actions concrètes en vue d'alternatives solidaires dans les domaines sociaux, économiques et culturels et favoriser ainsi débats et larges échanges.

Tous les adhérent-e-s sont membres d'un collectif. Des correspondant.es (secrétariat/trésorerie du collectif) doivent connaître le nombre des adhérent.es et tiennent à jour la liste des membres du collectif local, connue de ses membres. Enfin, un des enjeux pour 2015 est que les adhérent-e-s deviennent cotisant.es à la hauteur de leur possibilité.

Les collectifs locaux bénéficieront d'un pourcentage de 50% des cotisations versées par les adhérents.

Les collectifs locaux désignent leurs instances locales et leurs délégués au Collectif National. Ils sont responsables du respect des règles du mouvement (parité hommes/femmes, pluralisme des représentations et instances, recherche du consensus).

Les collectifs au regard des enjeux politiques et de construction doivent trouver les moyens de se coordonner et de partager les informations en fonction des besoins ressentis (départemental et/ou régional).

Pour les élections, le choix du ou des candidat-e-s sont du ressort des adhérent-e-s du territoire concerné.

Le mouvement que nous voulons construire entend être profondément démocratique, refusant tout centralisme et dirigisme dans son fonctionnement. Cela implique bien sûr de respecter l'autonomie des collectifs locaux, mais la question de l'implication des militant.es ne doit pas être masquée par le rôle décisif donné aux collectifs locaux. Les nouvelles formes d'engagement militant passent aujourd'hui par une exigence de transparence, mais aussi par la volonté des militant.es de choisir leurs terrains et thématiques d'intervention ainsi que les rythmes de leur investissement.

La participation à notre mouvement peut se faire soit à travers une adhésion individuelle, qui implique le paiement d'une cotisation et entraîne l'adhésion au mouvement national et au collectif local, soit – pour les courants et organisations et groupes qui le souhaiteraient – à travers une participation collective.

Tout-e adhérent-e peut recevoir ou consulter les comptes-rendus de toutes les réunions des structures d'animation du mouvement (Collectif National, Équipe d'Animation Nationale, structures thématiques, etc.), il peut se doter d'un outil d'expression individuel (blog) ou collectif

(blog ou édition thématique). La liste des blogs et éditions sera consultable par toutes et tous sur le site web du mouvement.

6/ Les commissions

Les commissions thématiques sont des structures qui irriguent la réflexion et les propositions au sein d'Ensemble !.

Elles sont validées par le Collectif National. Une place spécifique doit leur être faite et reconnue. Chaque adhérent peut s'inscrire aux commissions.

Elles peuvent se réunir physiquement lors des CN et lors d'initiatives internes qu'elles peuvent être amenées à prendre. Les commissions peuvent organiser des réunions nationales en accord avec le CN après l'avis de la trésorerie nationale.

Elles doivent être en lien régulier avec l'EAN et les adhérents et bénéficier de blogs thématiques sur le site par exemple.

7/ Un secteur d'intervention autonome : le secteur jeune

Au sein du mouvement, les jeunes ont la possibilité de s'organiser au sein d'un secteur autonome, le secteur jeune.

- Comités jeunes. Il est possible de créer un comité jeune qui aura alors le même statut qu'un comité local.
- Assemblée générale jeune nationale. Les comités jeunes, et tout jeune le souhaitant, se réunissent en AG pour définir leur orientation, les campagnes à mener et leur structuration. Cette AG doit se réunir au moins une fois par an.
- Rencontres nationales. Les comités jeunes et tout jeune le souhaitant, organisent des rencontres nationales comme des moments de formations nationales.
- Secrétariat jeune. Un secrétariat jeune élu par l'AG mène l'activité jeune au niveau national dans le cadre de l'orientation définie par l'AG. En son sein, des représentant-es sont désigné-es pour participer à l'EAN.

8/ Mise en place de structures nationales

Notre mouvement se dote de deux structures nationales :

Un Collectif National (CN), chargé de discuter et de prendre position sur toutes les grandes questions politiques ainsi que sur les différents aspects relatifs à la vie de l'organisation. Il se réunira au moins une fois par trimestre, et autant que de besoin (notamment si les collectifs locaux le demandent). Une fois par an, si les finances le permettent, un collectif national délocalisé aura lieu ailleurs qu'à Paris.

Le Collectif National est composé de représentant-e-s des collectifs locaux, et des membres de l'Équipe d'Animation Nationale, les représentant-e-s des collectifs locaux devant représenter au moins 3/4 des participants au Collectif National.

Les représentant-e-s des collectifs locaux sont désignés par leur collectif pour chaque réunion, ils peuvent alterner, assurant une représentation pluraliste et permettant une rotation possible.

Un collectif peut envoyer deux représentant.s au Collectif National dès qu'il a au moins 10 adhérent-e-s mais des collectifs peuvent se regrouper pour atteindre ce nombre et assurer la parité et la diversité de représentation. Les collectifs peuvent envoyer 2 représentant-e-s, par tranche de 20 adhérents.

Une Équipe d'Animation Nationale (EAN), dont la composition proposée par un groupe de travail, sera soumise à l'approbation des délégué-es lors de l'assemblée constitutive. Le Collectif National peut modifier la composition de l'EAN.

L'EAN est un collectif de militant-es chargé-es de mettre en œuvre, au plan national, les décisions du collectif national. Les membres de l'EAN se répartissent les responsabilités en fonction des différents secteurs d'activité nécessaires et le communiquent aux adhérents. Elle est constituée en veillant à assurer le pluralisme et la meilleure représentation géographique et militante du mouvement.

A titre transitoire, ce pluralisme est assuré :

- par des membres des composantes fondatrices du mouvement
- par des animateurs de l'appel Tous ensemble !.

L'EAN est en outre composée de militant-es qui assurent la présence d'une réalité militante locale.

Ensemble revendiquant le droit à l'expérience et une souplesse de fonctionnement, les collectifs locaux représentés à l'EAN peuvent désigner des binômes paritaires constitués d'un-e représentant-e et un suppléant-es qui participent alternativement aux réunions.

Les éléments relatifs à son fonctionnement seront communiqués aux collectifs locaux, ainsi que les dates des réunions et leur ordre du jour ; l'Équipe d'Animation Nationale sera en charge de faire les propositions politiques qu'exigera la situation, de porter la parole de notre mouvement, d'éditer le matériel de communication (site, bulletins, tracts, ...), d'impulser et d'organiser le développement du mouvement et de veiller aux questions de démocratie et d'organisation. L'EAN doit repérer les thèmes et débats qui circulent sur les listes de diffusion ou sur le site à partir de contributions individuelles ou de collectifs, favoriser les échanges et confrontations et alimenter les débats du collectif national. Si la demande existe, et afin de combattre l'oppression spécifique des femmes, des réunions non mixtes sont possibles à tous les niveaux de décision. L'enjeu est de permettre à la fois une meilleure anticipation des débats à organiser, de préparation des CN, de suivi et de transmission des décisions prises, et une meilleure animation de notre mouvement permettant un va et vient des commissions et collectifs vers l'EAN et inversement. C'est le seul moyen pour cerner les débats et les rendre vivants au sein du mouvement.

Il n'en demeure pas moins que le rythme des réunions, peut être un frein à la participation que ce soit des militants issus des régions ou de banlieue, des parents, notamment des femmes. Des modalités particulières (type skype, alternance avec des réunions les vendredi soir/samedi matin, mise en place d'un secrétariat ouvert) doivent permettre une participation large. Les contraintes imposées par la participation à l'EAN, notamment de temps et de déplacements à Paris, favorisent les militant-es très disponibles et très formé-es. Si nous voulons faciliter la présence des représentant-es moins expérimenté-es, il faut s'en donner les moyens. Il faut également former le plus de militant-es possible aux tâches nationales, pour que certain-es ne deviennent pas représentants nationaux « à vie ».

Afin de faire respecter nos principes fondateurs et de répondre à d'éventuelles situations les remettant en cause, l'EAN lance une réflexion sur l'opportunité d'une « commission de résolution des conflits ». Dans l'attente, elle mettra en place des cadres ad hoc afin de répondre au cas par cas.

9/ Porte-parolat

Pour les interventions à caractère général, le contenu des messages qui devront être porté sera sous la responsabilité de l'Équipe d'Animation Nationale et une liste de porte-paroles (à parité) membres de l'Équipe d'Animation Nationale sera proposée. L'Équipe d'Animation Nationale est en charge de porter la parole de notre mouvement, cela ne veut pas dire que tous les porte-paroles doivent en faire partie : nous privilégierons, sous le contrôle de l'Équipe d'Animation Nationale, les prises de parole par les militant-e-s qui sont les plus investis dans les combats et thématiques sur lesquels notre mouvement pourrait avoir à prendre position.

10/ Finances

Les besoins d'un mouvement sont multiples : meetings, réunions, publications, voyages, université d'été, quote-part versé au FDG... Donc notre indépendance dépend de nos capacités financières.

A terme les sources de financement de notre mouvement seront multiples (souscriptions, donations, etc.) mais surtout de trois ordres :

- Les cotisations des membres et les souscriptions, le rôle des trésorières et trésoriers locaux des collectifs est déterminant en la matière : de ce fait, elles-ils sont informés régulièrement de l'état des cotisations remontées directement nationalement ou par leur propre soin.
- Le financement public,
- Le reversement partiel des indemnités des élu-e-s.

Depuis avril 2014 Ensemble ! s'est doté entre autres d'une grille indicative de cotisation, le principe du reversement aux collectifs locaux de la moitié des cotisations, dons... versés à l'association de financement nationale (ce qui permet une déduction fiscale de 66 % des sommes versées).

Les cotisations peuvent se faire par prélèvement automatique (seul moyen qui garantit une régularité des versements et permet réellement des projections budgétaires), par chèques ou par CB (sur le site). Les trésoriers locaux sont informés régulièrement de l'état des cotisations locales. Le reversement par le national se fait en général trimestriellement.

La page « perso » sur le site donne aux trésorières et trésoriers la liste des « inscrit-e-s » et des « adhérent-e-s » de leur collectif.

L'année 2015 doit faire en sorte que les adhérent-e-s – voire les inscrit-e-s – soient tou-tes des cotisant-e-s !

11/ Publications

Nous décidons d'éditer un certain nombre d'outils de communication :

- Un bulletin régulier (2 par trimestre), «Ensemble !», à destination du public, sous forme électronique mais aussi imprimé et diffusé dans les lieux de débat et d'action (meetings, manifestations, débats) permettant ainsi une visibilité du mouvement. Le mode de financement de

l'impression et de la diffusion, afin que tous les collectifs puissent en bénéficier, seront rediscuté par le Collectif National.

- Une lettre aux adhérents diffusera les informations sur les actions en cours et dans lesquelles le mouvement est impliqué.

Tous les textes de nos publications sont féminisés.

Nous sortons des tracts et des affiches de notre propre mouvement régulièrement sur les questions que nous choisissons. Nous poussons le Front de Gauche à publier et imprimer des tracts et affiches du Front de Gauche.

12/ Système d'information

Le système d'information de notre mouvement combine un site web public et un système d'information informatique qui offre de nombreuses fonctionnalités aux militant-e-s comme aux collectifs locaux. Il sera réalisé par un groupe de travail intégrant des militant-e-s des différentes composantes sous la responsabilité de l'Équipe d'Animation Nationale qui assure la cohérence politique et éditoriale du système d'information.

Le site web est le vecteur d'expression pour les prises de position de notre mouvement, ses propositions politique et l'animation des campagnes qu'il décidera de mener. Il est aussi un lieu de débats ouverts où pourront s'exprimer les adhérents de notre mouvement mais aussi tous ceux et celles qui s'intéressent aux débats de Front de Gauche et aux grandes questions auxquelles nos sociétés sont confrontées.

Derrière la façade du site web nous avons un système d'information dans lequel chaque adhérent a sa page personnelle sur laquelle il gère sa cotisation au mouvement et peut s'abonner aux listes mails qui l'intéressent, recevoir les mises à jours des blogs et éditions qu'il veut suivre et ouvrir un blog s'il le souhaite ou participer aux éditions thématiques (blogs collectifs sur autant de sujets que les adhérents voudront en ouvrir).

Des personnes non adhérentes à notre mouvement peuvent s'inscrire sur le site web et ainsi recevoir des informations par mail et participer aux débats en cours, permettant ainsi à cet espace de devenir un lieu clé de la vie politique et intellectuelle du Front de Gauche et au-delà.

Les collectifs locaux disposent avec ce site et ce système d'information d'un outil important pour l'animation de la vie des collectifs et du cercle plus large de tous ceux qui s'intéressent à notre mouvement et pourront, s'ils le décident, bénéficier d'un site web public qui leur permettra de faire connaître leurs initiatives. Les collectifs et les commissions ont la maîtrise de leur publication sur les pages internet qui leur sont dédiées.

L'existence de ce site web et de ce système d'information coexiste avec les outils d'informations et site web des composantes d'origine.

13/ Formation

Afin d'assurer la formation politique de chacun, Ensemble ! mettra en place :

- une université d'été annuelle

- des séances de formation politique régulières, tant pour les élus que pour l'ensemble des adhérent.es.

14/ Un groupe de travail « Actualités de l'émancipation »

Sa tâche est la mise en œuvre d'un centre de réflexion et de formation par les débats et les publications. Il est rattaché au Collectif National.

15/ L'international

La question des relations internationales de notre mouvement inclue notre participation aux initiatives altermondialistes et aux mouvements de solidarité avec la lutte des peuples, pour la liberté, la démocratie, l'émancipation, contre toutes formes d'exploitation, de domination et d'oppression pour la maîtrise de leurs richesses et pour leur indépendance.

En ce qui concerne l'Europe, nous poursuivons le processus d'intégration d' « Ensemble ! » au Parti de la Gauche Européenne (PGE) tout en tissant des liens avec l'ensemble des mouvements et organisations impliqués dans les luttes contre l'austérité, pour la défense des « biens communs » universels, pour la construction d'une alternative écologique, antilibérale et anticapitaliste au plan continental.

Article

[Tout sur le mouvement](#)

jeu, 12/02/2015 - 18:47

[Vie du mouvement](#)

[Ensemble](#)

[assemblée constitutive](#)

•